



**CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION  
BENI MELLAL-KHENIFRA**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Appel d'offres ouvert simplifié sur offre de prix n°02/2025  
(Séance publique)**

**OBJET :**

**PRESTATIONS D'HEBERGEMENT POUR LE COMPTE DU CENTRE REGIONAL  
D'INVESTISSEMENT DE LA REGION BENI MELLAL-KHENIFRA.**

**Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, aux coopératives, aux unions de  
coopératives et auto-entrepreneurs.**

**Appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en séance publique, passé en vertu des dispositions du décret  
n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.**





## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : MODE DE PASSATION.....	3
ARTICLE 2 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE .....	3
ARTICLE 4 : REPARTITION EN LOT.....	3
ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 7 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 8 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 9 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 10 : CONTENU DU DOSSIER A FOURNIR PAR LE CONCURRENT .....	5
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS.....	8
ARTICLE 14 : EXAMEN ET EVALUATION DES DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE .....	8
ARTICLE 15 : APPRECIATION DE L'OFFRE FINANCIERE .....	8
ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	9
ARTICLE 17 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES .....	9
ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES .....	9





## ARTICLE 1 : MODE DE PASSATION

Le présent appel d'offres ouvert simplifié est lancé conformément aux dispositions du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

## ARTICLE 2 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent appel d'offres a pour objet : **Prestations d'hébergement pour le compte du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal-Khénifra.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

## ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maitre d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le Centre Régional d'Investissement de la Région de Béni-Mellal Khénifra, représenté par son Directeur, sis au Bd Bayrouth Qt Administratif Béni Mellal.

## ARTICLE 4 : REPARTITION EN LOT

Le présent appel d'offres est lancé en lot unique.

## ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le présent dossier d'appel d'offres comprend :

1. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
2. Le présent Règlement de la Consultation ;
3. Le Cahier des Prescriptions Spéciales « CPS » ;
4. Le modèle de l'acte d'engagement ;
5. Le modèle du Le bordereau des prix - détail estimatif ;
6. Le modèle de la déclaration sur l'honneur.

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier d'appel d'offres. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents d'appel d'offres et de la préparation d'une offre conforme à tous égards et aux exigences du dossier d'appel d'offres.

Le maitre d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraine automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité.

## ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.







Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

#### ARTICLE 7 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable au niveau du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

#### ARTICLE 8 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'article 9 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 09 Joumada I 1443 (14 décembre 2021), Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents via le portail des marchés publics. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

#### ARTICLE 9 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité :

- **Seules peuvent valablement participer et être attributaire du marché, les personnes physiques ou morales qui :**





- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

➤ **Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :**

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 150 du décret n°2-22-431 précité.

**ARTICLE 10 : CONTENU DU DOSSIER A FOURNIR PAR LE CONCURRENT**

Conformément aux dispositions des articles 28, 29, 30 et 31 du décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter **outre le CPS et le RC paraphés et signés :**

**1- LE DOSSIER ADMINISTRATIF :**

Le dossier administratif doit comprendre :

**A-Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :**

**a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :**

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
  - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
  - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

**b) La déclaration sur l'honneur (conforme au modèle joint au présent AO) ;**

**c) Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu. Cette pièce doit être constituée de manière dématérialisée via le portail des marchés et ce conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté**







du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hijja 1444 (23/06/2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;

- d) En cas de groupement, en plus des pièces mentionnées aux alinéas a), b) et c) ci-dessus, la convention constitutive du groupement prévu à l'article 150 du décret 2-22-431, ou sa copie certifiée conforme.

**B-Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :**

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

**La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

Lorsque le concurrent est un établissement public, les documents à fournir sont les attestations visées aux paragraphes a et b ci-dessus conformément à l'article 28-II du décret n° 2-22-431 précité.

Pour les coopératives et les unions de coopératives, ces derniers doivent fournir les attestations visées aux paragraphes a, b conformément à l'article 28-III du décret n° 2-22-431 précité.

Et les auto-entrepreneurs doivent fournir l'attestation visée au paragraphe a conformément à l'article 28-IV du décret n° 2-22-431 précité.

- d) La petite et moyenne entreprise nationale, doit produire les pièces complémentaires :
- L'attestation de CNSS justifiant que l'effectif employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes ;
  - La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires ou actionnaires ;
  - L'attestation, délivrée par la Direction générale des Impôts, mentionnant le chiffre d'affaires annuel hors taxes réalisé au cours des deux derniers exercices n'excédant pas 75.000.000,00 dhs ou l'attestation du bilan annuel n'excédant pas 50.000.000,00 dhs.

**2- LE DOSSIER TECHNIQUE :**

Le dossier technique comprend :





- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;

### 3- L'OFFRE FINANCIERE :

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- a. **L'acte d'engagement** (Conforme au modèle joint au présent AO) par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent dossier d'appel d'offres ;

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel. En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement

- b. **Le bordereau des prix-détail estimatif** dont le modèle figure dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total du bordereau des prix doit être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix, le montant du bordereau des prix prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

### ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient trois enveloppes électroniques distincts :

- a. La première enveloppe électronique contient outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;

**Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être constituée par voie électronique.**

- b. La deuxième enveloppe électronique contient les pièces de l'offre financière du soumissionnaire.







Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement dans l'enveloppe électronique le concernant.

Chaque document est signé électroniquement par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le présenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées.

La signature électronique des documents s'effectue par les utilisateurs du portail des marchés publics au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

#### ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et 135 du Décret n° 2-22-431 précité, au chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis des concurrents sont déposés par voie électronique sur le portail des marchés publics de l'Etat ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

#### ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'article 14 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023), tout pli déposé électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 34 du Décret n° 2-22-431 précité, présenter de nouveaux plis.

#### ARTICLE 14 : EXAMEN ET EVALUATION DES DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

L'examen de ces dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du décret n° 2-22-431 précité.

Les membres de la commission sont tenus au respect professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

Cet examen se matérialisera par l'une des trois conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre ;
- Acceptation de l'offre sous réserve à l'issu de l'examen des dossiers ;
- Rejet et écartement de l'offre pour non-conformité aux dispositions de présent règlement de consultation.

#### ARTICLE 15 : APPRECIATION DE L'OFFRE FINANCIERE

L'examen des offres concerne les seuls candidats admis à l'issu de l'examen des dossiers administratif et technique.

Les offres seront examinées conformément aux dispositions des articles 42,43 et 44 du Décret n°2-22-431 précité.







L'attributaire du marché est le concurrent qui a présenté « l'offre économiquement la plus avantageuse » (l'offre financière la mieux-disante par rapport au prix de référence).

#### ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par voie électronique en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) ,

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

#### ARTICLE 17 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 précité, la langue dont laquelle doivent établis les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française.

#### ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Les prix de l'offre seront libellés en dirhams marocain.

#### Signatures des parties contractantes

Le Directeur du Centre Régional d'Investissement  
de la Région Beni Mellal -Khénifra

Centre Régional d'Investissement  
Beni Mellal-Khénifra  
Directeur Général (Pl)  
Adil AZMI

Le prestataire :  
Lu et accepté